



BARACK HUSSEIN OBAMA

L'admirateur de Luther King

«*I have a dream*», la célèbre phrase de Martin Luther King prononcée sur les marches du Lincoln Memorial, à Washington, un 28 août 1963, a sans aucun doute influencé, voire inspiré la fameuse autobiographie de Barack Obama intitulée *Dreams from my Fathers* ou *Les Rêves de mes pères*. C'est de ces luttes sociales et politiques de Luther King, Ghandi et de Nelson Mandela que le candidat démocrate aux élections américaines a puisé ses forces et discours électoraux.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)
- Fils d'un ministre de l'Economie et des Finances du Kenya, limogé lors d'un changement de pouvoir, et d'une célèbre anthropologue, auteure d'une importante thèse sur la vie des forgerons ruraux en Indonésie, Barack Hussein Obama avait toutes les prédispositions pour inscrire son combat aux côtés de la classe ouvrière à travers laquelle il s'identifie. Jeune collègien, ses enseignants l'avaient déjà remarqué, non seulement pour son intelligence et ses résultats scolaires,

mais aussi pour ses états d'âme solitaire.

Obama s'intéressait beaucoup aux questions identitaires et de races, jusqu'à avouer un jour «qu'il a appris à passer de son monde noir à son monde blanc», tellement cette question de la couleur de sa peau l'a beaucoup affecté, à son adolescence. Ballotté entre plusieurs écoles religieuses (deux ans dans une école musulmane, deux autres dans un établissement catholique), de 1967 à 1971, Obama est envoyé finalement

par sa mère pour poursuivre ses études dans une grande école pour élite, à Honolulu, à la charge de ses grands-parents. Il y restera jusqu'à la fin de ses études secondaires en 1979, suite à quoi, il s'inscrit au Collège occidental de Californie, avant d'intégrer en 1981 l'Université Columbia de New York. Il en sort diplômé en sciences politiques et en «Théorie des relations internationales», deux ans plus tard. Un avenir prometteur s'annonce devant le jeune Noir, qui s'envole pour Chicago où un poste d'analyste d'affaires lui a été proposé, dans un cabinet financier.

Cependant, aussitôt intégré, aussitôt ressorti. L'enfant qui a fait ses études grâce aux aides sociales, ne peut, tout compte fait, pas s'insérer consciemment dans la société modèle qui s'offre à lui. Ses questions identitaires sont restées pendantes dans son esprit et son activité à la

fois. C'est pourquoi il a choisi de se mettre à la défense des couches défavorisées. C'est auprès d'un travailleur social-chrétien, le nommé Jerry Kellman, qu'il affiche son combat pour les causes sociales, jusqu'à décider de se convertir, lui, né dans une famille musulmane, au christianisme. Mais son chemin politique, lui, il le doit bel et bien à son épouse, la célèbre juriste américaine Michelle Robinson, qu'il a rencontrée en 1989, lors d'un stage d'études.

Michelle Robinson est issue d'une famille ouvrière noire du South Side de Chicago. Elle est diplômée de Princeton et de Harvard. Alors qu'elle jouissait d'une excellente réputation en tant qu'avocate chargée notamment des relations extérieures et communautaires de l'hôpital universitaire de Chicago, elle était connue également pour être une figure importante du parti démocrate local.

Très proche du maire de Chicago,

Michelle Robinson-Obama fait pulser, progressivement, son mari dans le milieu politique, en l'impliquant, pour la présidence des Etats-Unis et celle de Carol Moseley-Braun au «Sénat des Etats-Unis». Et dire qu'en 2008, Obama a eu comme adversaire dans son parti démocrate, l'épouse de l'homme qu'il a soutenu seize ans plus tôt.

Le 10 février 2007, Barack Obama se déclare officiellement candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine de 2008, malgré la forte concurrence d'Hillary Clinton. Depuis, il n'a cessé de monter dans les sondages. Il parvient à s'imposer dans les primaires après une lutte acharnée d'Hillary Clinton et obtient le seuil requis des 2118 délégués nécessaires pour être investi. Hillary Clinton jette finalement l'éponge et se rallie à sa candidature au début du mois de juin 2008.

R. M.

JOHN MCCAIN

La politique... au hasard

Issu d'une famille prestigieuse de militaires, John Sydney McCain a même trouvé la naissance, le 29 août 1936, dans une base militaire américaine de Panama. Et c'est tout logiquement qu'il intègre l'Académie navale américaine d'Anapolis, lui, le fils et le petit-fils des amiraux, gradés quatre étoiles.

Comme chaque enfant issu de ce milieu, les valeurs républicaines sont inculquées dans la famille avant l'école. Enfant gâté et rebelle, l'académicien a manqué de se faire renvoyer en 1958 pour ses actes d'indiscipline et des amours agitées. Son nom se fait toutefois connaître, dans l'armée et dans le monde, en 1967, lors de la guerre du Vietnam, lorsqu'il se fait emprisonner au nord du Vietnam, après être intercepté dans les eaux suite à la chute de son avion qui a été abattu par un missile sol-air SAM-2. Après avoir découvert son identité, (son père est Jack McCain, commandant de sous-marin durant la Seconde Guerre mondiale puis amiral en chef de l'United-States-Navy dans la zone Pacifique pendant

la guerre du Vietnam), John McCain a été obligé par le Parti communiste vietnamien de décliner son identité devant la télévision française. Cependant, le basculement d'une carrière militaire à une carrière politique est le fruit du hasard pour le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine de 2008.

Sa carrière dans les sphères politiques commence en 1982, quand le député républicain de l'Arizona, John Jacob Rhodes, renonce à solliciter un nouveau mandat à la Chambre des représentants des Etats-Unis.

John McCain fait ainsi acte de candidature pour lui succéder. Durant ses deux mandats, il se fait remarquer par des positions politiques iconoclastes vis-à-vis de son parti et du

président Ronald Reagan, notamment quand il s'oppose au maintien des troupes américaines dans la force multinationale stationnée au Liban et approuve les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud pour protester contre la politique de l'apartheid qui était en vigueur.

En 1986, il est élu au Sénat au siège laissé vacant par son prédécesseur, le républicain conservateur Barry Goldwater.

En 1989, il est impliqué dans le scandale politico-financier connu sous le nom de Keating Five. Il lui a été reproché d'avoir accepté, avec quatre autres sénateurs américains, une importante contribution financière à sa campagne électorale de la part du président d'une association de caisse d'épargne californienne. Cependant, la commission d'enquête du Sénat chargée de l'enquête a conclu à une erreur de jugement du sénateur de l'Arizona. Mais il y a lieu

de retenir que l'association en question est fondée par son épouse Cindy McCain et elle œuvre pour des actions humanitaires en faveur des pays du tiers monde.

Par ailleurs, le sénateur est connu pour ses positions trop républicaines, notamment pour ce qui est de la vie sociale des Américains. Il est de ceux qui s'opposent au mariage homosexuel et qui participent au mouvement «Pro-vie». Il prône l'interdiction de l'avortement et se dit favorable à la peine de mort. En 2000, John McCain se présente aux élections primaires du parti républicain en vue de l'élection présidentielle. Son principal concurrent est alors le gouverneur conservateur du Texas George W. Bush. Le point fort, voire la réputation de John McCain se consolide toutefois sur le plan international pour son positionnement au sein du Sénat américain concernant la torture. C'est, en effet, lui qui fait passer, en

octobre 2005, en dépit des hostilités avec la Maison Blanche et sans aucun soutien de la Chambre des représentants, un amendement sur la prohibition des traitements «cruels, inhumains, ou dégradants» envers des prisonniers, une semaine après la condamnation de la soldate Lynndie England pour les sévices infligés à des prisonniers dans la prison irakienne d'Abu Ghraib. Cette démarche a reçu alors le soutien de l'ancien secrétaire d'Etat Colin Powell et de l'organisation de défense des libertés individuelles, l'Union américaine pour les libertés civiles, alors que le président Bush menaçait de mettre son veto au budget de la défense. Faut-il le signaler, le soutien de la Maison Blanche au candidat républicain McCain a été suscité d'abord par le soutien accordé par Bush le père. Le fils a suivi, par convenance, peut-être.

R. M.

PARIS PRÉPARE SA NUIT AMÉRICAINE

Obama, ou l'espoir de booster le métissage en France

Des écrans dans plusieurs endroits de la capitale et dans d'autres grandes villes de l'Hexagone. La veillée électorale parisienne de mardi soir sera aux couleurs du candidat démocrate. Depuis plus d'un mois, tee-shirts, posters et jusqu'à certaines collections de grands couturiers sont à l'effigie d'Obama. 93% des Français soutiennent le candidat démocrate à la Maison Blanche, selon un dernier sondage Sofres.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Un vent d'Obamania s'est emparé des Français et beaucoup de personnalités politiques de droite comme de gauche ont pris position en sa faveur. B

arak Obama aux commandes de l'Amérique ? Ils y croient dur comme fer et une éventuelle surprise des urnes ne viendrait même pas à l'idée de la majorité des Français.

Certains, cependant, considèrent que même si McCain venait à l'emporter, Obama aura fait naître l'espoir d'un changement possible dans la patrie qui s'est érigée en gendarme du monde et un immense espoir dans l'Hexagone aussi, un pays où la diversité n'a guère sa place en politique.

Un engouement fondé
sur le métissage politique

«Nous ferons tout pour la victoire de Barak Obama», c'est ce que déclarait le secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, avant même la tenue de la convention démocrate qui a désigné Obama candidat. Depuis cette déclaration, pas un seul politique français de gauche ne s'est déclaré pour le candidat républicain McCain, une position contraire aurait d'ailleurs été pour le moins surréaliste. Même le Parti communiste qui n'a, jusqu'à présent, jamais considéré que les démocrates américains défendaient réellement des idées de progrès, s'est rangé derrière Obama, plus d'ailleurs pour le symbole de diversité qu'il représente que pour son programme. «Ce serait un moment important qu'un homme de couleur noire puisse accéder à cette haute responsabilité», a dit Marie-George Buffet. Au centre, François Bayrou a affirmé «appartenir à la même famille politique qu'Obama».

Dans le camp politique de droite, globalement, tant au gouvernement que dans les travées de l'Assemblée, ceux qui se sont exprimés, l'ont fait en faveur du démocrate Obama, hormis deux ou trois députés de la majorité qui considèrent que «si la droite française soutient la candidature d'Obama, c'est parce qu'elle est complexée et qu'elle n'ose pas s'affirmer». Dans le même temps, le Premier ministre, François Fillon, considère le candidat démocrate comme «une belle surprise, d'une grande nouveauté et d'un nouvel élan» et Axel

Poniatowski, président UMP de la commission des affaires étrangères, membre d'un comité de soutien au candidat démocrate, affirme : «Aux Etats-Unis, l'UMP serait démocrate.» Si le président français, qui a reçu cet été à Paris les deux candidats, ne peut exprimer officiellement ses préférences pour des raisons évidentes de réserve liées à sa fonction, certains médias tentent de déceler son positionnement. Si l'on en croit le site «Rue 89» qui relaie un article du quotidien israélien *Haaretz*, «Nicolas Sarkozy serait très critique vis-à-vis de la position du candidat démocrate, l'estimant terriblement immature» et toujours, selon ce journal, «pour le gouvernement israélien, Sarkozy trouverait en privé que Barak Obama a des formulations vides de sens». La position du chef de l'Etat irait donc à contre-courant de la fièvre Obamania. Mais que recouvre justement cette Obamania française ? Exprime-t-elle un réel changement dans la société française ?

Les Français disent oui au métissage
mais dans cet ordre : Noirs, Asiatiques
et enfin Maghrébins.

Un consensus gauche droite en faveur d'Obama pour le symbole de rupture, de jeunesse, de diversité qu'il représente. Ce sont là les motivations premières de l'engouement français en faveur du candidat démocrate. Mais au-delà et dès que l'on s'intéresse de savoir quelles seraient les positions des Français en cas d'élection présidentielle en France qui mettrait en compétition un candidat

noir ou un candidat maghrébin, les idées générales et la diversité prônée et affichée pour le candidat noir-américain en prennent soudain un sacré coup. Les résultats d'un sondage IFOP réalisé du 31 octobre au 1^{er} novembre, publiés ce dimanche par le Journal du dimanche, JDD, sont à cet égard édifiants. 80% des Français se disent prêts «à voter un jour pour un candidat noir à une élection présidentielle» mais dans le même temps seulement 47% d'entre eux pensent «qu'un candidat noir aurait des chances d'être élu à la présidence française». Plus encore, si pour 72% de Français sondés ils voteraient un jour pour un candidat d'origine asiatique, le pourcentage tombe à 58% pour un candidat d'origine maghrébine. Et lorsqu'on demande aux Français sondés si un candidat maghrébin a une chance d'être élu, seuls 25% répondent oui !

Mais peut-on sérieusement s'en étonner dans une France où l'Assemblée nationale ne compte aucun député issu de la diversité, où seulement 0,4% des conseillers municipaux sont issus de la diversité pour une représentativité de plus de 10% de la population ?

Du chemin reste à faire et c'est pourquoi toutes les associations formées de Français issus de la diversité et qui ont créé des comités de soutien à Obama fondent l'espoir de le voir gagner ces élections pour que «ce symbole entraîne une sorte d'injonction d'avancer plus vite en France sur ce terrain du métissage».

K. B.-A.